



Paris, le 19 janvier 2016

Un appel à la grève a été lancé par la CGT, FO et Solidaires dans les trois pans de la fonction publique sur les mots d'ordre suivants :

Défense des services publics / opposition aux multiples contre-réformes et notamment à travers la territorialisation.

Augmentation générale des salaires et de la valeur du point d'indice.

A Pôle emploi, nous sommes concernés !

D'ores et déjà, la direction générale ferme la porte à toute nouvelle négociation sur la classification sous prétexte que majoritairement les organisations syndicales ont rejeté son texte régressif.

Elle indique déjà aussi qu'en matière d'augmentation de salaire, elle ne pourra rien accorder cette année (une date de négociation est programmée pour le 17 février), alors que 2015 était déjà une année blanche (encore une ! alors que grâce au CICE, au pacte de responsabilité – donc nos impôts qui par ailleurs augmentent - les dividendes versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 explosent !).

Face à un chômage grandissant, qui grimpe de façon exponentielle, les seules réponses qu'apportent gouvernement et directions à notre revendication de recrutements en CDI à Pôle emploi pour faire face à cette augmentation des activités sont, à travers NPDE :

- la dématérialisation qui de fait externalise nos métiers et activités;
- la réduction de l'offre de services aux DE comme aux entreprises parce qu'à moyens constant, si on fait plus pour certains, on fait moins pour d'autres, surtout quand le nombre global grossit inexorablement;
- un *accueil rénové* qui, sous couvert d'accueil sur rendez-vous, tente d'éloigner les DE de nos agences, ce qui revient à dégrader les missions pour faire face à la pénurie de moyens.

Non, à Pôle emploi comme dans tous les services publics, comme dans tous les secteurs gérés par l'Etat, les réponses aux problèmes posés ne sont pas acceptables dès lors qu'elles se résument :

- aux blocages des salaires;
- aux contre réformes régressives en matière de droits sociaux sous prétexte de lutte contre le chômage.

Nous affirmons - au contraire - que c'est par le développement des politiques sociales et des services publics que l'on combatta efficacement le chômage et que l'on apportera à tous les indispensables garanties sociales qu'attendent les salariés.

**Dans ces conditions, la CGT, FO, SNU et SUD appellent
les salariés de Pôle emploi à se mettre en grève**

le 26 janvier prochain,

comme les fonctionnaires,

les agents de l'État,

les agents des organismes sociaux,

pour défendre leurs revendications.